



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Relevé de conclusions

LUNDI 26 FEVRIER 2018 A **20H00**
Salle des fêtes – Commune de Bellegarde Poussieu

ORDRE DU JOUR

I- INTERVENTION DE MR JOLLY – DEPARTEMENT – POUR PRESENTER LES TRAVAUX DU DEPLOIEMENT DE LA FIBRE.	3
II- FINANCES	4
1. Débat d'orientations budgétaires	4
III- ACTIVITES ECONOMIQUES	5
2. Soutien aux commerces	5
IV- PETITE ENFANCE / ENFANCE / JEUNESSE.....	5
3. Relais d'assistant(e)s maternel(le)s (RAM) – demande de subvention	5
V- TOURISME	6
4. Signature du Contrat de Performance des Alpes de l'Isère Plaine (CPAI Plaine)	6
VI- SERVICES PUBLICS.....	7
5. Maison de santé pluri professionnelle – avenant au marché de travaux : Menuiserie intérieure Bois RIBEAUD.	7
VII- ADMINISTRATION GENERALE	8
6. Scot des Rives du Rhône – désignation de représentants.....	8
7. Syndicat hydraulique Bièvre Liers Valloire – mise à disposition du personnel	9
8. Tarifs du personnel mis à disposition des communes.....	10
9. 505 ^e régiment du Train de Vienne – demande de subvention.....	10
VIII-INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....	11
IX- QUESTIONS DIVERSES	11

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE –
LUNDI 26 FEVRIER 2018**

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Colette BENISTANT		X			
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE		X			
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
Mme Annie MONERY		X			
Mme Michelle TARNAUD			Pouvoir		
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Gilbert PERROT		X			
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS	X			
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme HUGONNARD		X			
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
Gilbert MANIN		X			
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU		X		
M. Denis MERLIN		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX		X		
M. Etienne MAUGICE			X		
Mme Claude NICAISE	PACT	X			
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU	X		Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE		X		
Bernard COUDERT			X		
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE	X			
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY			Pouvoir		
M. Axel MONTEYREMARD	ST JULIEN DE L'HERMS	X		Gille SIVIGNON	

Madame Stéphanie BOISAUBERT, Maire de la commune de Bellegarde Poussieu, accueille les membres et laisse la parole à Mr Christian NUCCI, président qui ouvre la séance en excusant tout d'abord l'absence du Maire de Montseveroux retenu par un incendie au centre bourg du village.

Il accueille Mr JOLLY, du Département de l'Isère qui vient faire une présentation du projet de développement du Très Haut débit en Isère.

I- INTERVENTION DE MR JOLLY – DEPARTEMENT – POUR PRESENTER LES TRAVAUX DU DEPLOIEMENT DE LA FIBRE.

En résumé :

- Le département s'appuie :
 - sur une maîtrise d'ouvrage du réseau structurant (2 500 km de tranchées + NRO)
 - sur une maîtrise d'ouvrage sur la construction de locaux techniques
 - sur une délégation de service public pour la partie desserte et exploitation

- le département poursuit également la modernisation de la montée en débit (utilisation du wifi pour les besoins en urgence le temps du déploiement)
- durée pour le déploiement de la fibre : 2017 à 2024
- le déploiement s'effectue en 2 phases :
 - o 1^{ère} phase : tranche ferme pour couvrir 340 communes.
 - o 2^{ème} phase : tranche conditionnelle à compter de 2020 pour finaliser la couverture soit 135 communes supplémentaires
- Coût : 560 millions d'euros avec participation de l'Etat, de la Région, des EPCI, de l'Europe et du délégataire de service public
- Pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire : estimation de 871 700 € répartis sur 8 années
- Pour toute information : www.iserethd.fr

Le Président remercie de l'intervention de Mr JOLLY et attire l'attention des communes sur la nécessité de communiquer et mettre en avant la participation financière des collectivités sans quoi la qualité du service ne pourrait être rendue de manière identique sur l'ensemble du territoire.

Le Président donne ensuite lecture des procès-verbaux des deux conseils précédents celui du 29 janvier et du 7 février, lesquels ne font l'objet d'aucune observation.

L'ordre du jour est abordé avec un additif au point n°5 accepté par les élus.

II- FINANCES

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

1. Débat d'orientations budgétaires

Vu l'article le Code général des collectivités territoriales,

Considérant que depuis la Loi « Administration territoriale de la République » du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédent l'examen du budget primitif.

Considérant que l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a voulu accentuer l'information des conseillers,

Le débat d'orientation budgétaire s'effectue ainsi que la base d'un rapport élaboré sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

L'information est même renforcée dans les communes de plus de 10 000 habitants puisque le rapport d'orientation budgétaire (ROB) doit, en outre, comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que de préciser notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

Le débat d'orientation budgétaire permet de discuter sur les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

Le budget primitif 2018 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population du canton, tout en intégrant les contraintes liées au contexte économique difficile, aux orientations définies par le Gouvernement dans le cadre de la Loi de finances pour 2018 ainsi qu'à la situation financière locale.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2018.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III- ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

2. Soutien aux commerces

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant que dans le cadre de sa compétence développement économique, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a participé à la démarche de la Chambre de commerce et d'industrie de rencontrer des tissus commerciaux des bourgs de Nord Isère,

Considérant que lors de ces rencontres, un besoin a été identifié sur le champ du numérique et de la qualité commerciale,

Considérant les actions déjà effectuée par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire en faveur du commerce de proximité,

Il est proposé de compléter l'action de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire en versant une subvention de 40% aux commerçants du territoire pour deux formations. Cette subvention viendrait en complément d'une aide équivalente de la commune d'appartenance.

Le budget alloué par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est donc de 140 €/formation.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le principe d'action en faveur des commerçants dans les conditions décrites ci-dessus,

Valider la participation de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à hauteur de 140 €/formation

Dire que les crédits seront inscrits au budget,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV- PETITE ENFANCE / ENFANCE / JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

3. Relais d'assistant(e)s maternel(le)s (RAM) – demande de subvention

Chaque année, le Conseil Départemental de l'Isère attribue une subvention de fonctionnement aux Relais d'Assistants Maternels.

Cette aide annuelle est forfaitaire à hauteur de 3 048,98 € pour un relais d'assistants maternels fonctionnant avec 1 équivalent temps plein.

Dans ces mêmes conditions, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire sollicite l'aide du Conseil Départemental de l'Isère pour le fonctionnement du Relais d'Assistants Maternels Intercommunal pour deux équivalents temps plein soit 6 097,96 €.

Il est proposé de solliciter le Conseil Départemental pour l'obtention de l'aide au fonctionnement du R.A.M.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Solliciter le Conseil départemental pour l'obtention de l'aide au fonctionnement du R.A.M,

Autoriser le Président à signer tout document afférent à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

V- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

4. Signature du Contrat de Performance des Alpes de l'Isère Plaine (CPAI Plaine)

Vu Les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 25 septembre 2017 relative au projet d'aménagement du camping,

Considérant que le Département a mis en place, en juin 2017, sur le modèle des Contrats de Performance des Alpes de l'Isère Montagne (CPAI Montagne), les CPAI Plaine, avec comme objectif de développer les séjours isérois.

Considérant que ces contrats doivent permettre de s'adapter aux récents changements législatifs pour mieux accompagner les EPCI et faire émerger des projets de développement structurants pour l'économie touristique de ces territoires.

Les projets éligibles à ces contrats doivent s'inscrire dans :

- 1) l'un des 3 axes de la politique touristique du Département :
 - Hébergement (qui ne relève pas du secteur privé) ;
 - Accès et mobilité touristique ;
 - Aménagement et équipements structurants.
- 2) les priorités de développement définies avec les EPCI du territoire Bièvre Valloire :
 - développement des itinérances douces : notamment avec le projet de voie verte sur l'ancienne voie ferrée, la ViaRhôna, les chemins de Saint-Jacques de Compostelle et les liaisons entre différents itinéraires,
 - développement de l'hébergement touristique : "Plan Camping" pour la modernisation de l'hébergement de plein air géré par les collectivités,
 - émergence d'une destination Berlioz : en lien avec les préconisations de l'étude et l'aéroport Grenoble Alpes Isère.

Au-delà de l'aide financière, les CPAI Plaine ont vocation à produire un réel effet levier en termes d'ingénierie et d'animation impliquant l'ensemble des acteurs.

Le cadre des contrats est défini pour une durée de 5 ans (2017-2021), avec une révision possible au bout de 2 ans en fonction d'un bilan intermédiaire.

Les contrats sont signés par le Département et les intercommunalités concernées, soit pour le territoire Bièvre Valloire, les communautés de communes de Bièvre Isère, de Bièvre Est et du Territoire de Beaurepaire.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les dispositions du Contrat de Performance des Alpes de l'Isère (CPAI) Plaine tel que ci-annexé,
Autoriser le Président à signer ledit contrat et tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI- SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

5. Maison de santé pluri professionnelle – avenant au marché de travaux : Menuiserie intérieure Bois RIBEAUD.

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
Vu la délibération du 21 janvier 2013 relative à l'acquisition, dans le cadre de l'amélioration des services publics d'intérêt communautaire, de la compétence pour construire des équipements relatifs à la maison de santé pluridisciplinaire,
Vu la délibération du 25 juillet 2016 validant le choix des entreprises adjudicataires des travaux du projet de construction de la maison de santé pluri professionnelle à Beaurepaire,
Vu la délibération du 21 novembre 2016 relative à l'attribution du marché de travaux lot n°5 suite à déclaration sans suite,
Vu la délibération du 30 janvier 2017 relative à la validation d'avenants aux marchés de travaux pour les lots 1 et 2,
Vu la délibération du 24 juillet 2017 relative à la validation d'avenants aux marchés de travaux,

Considérant le lancement de la consultation des entreprises le 1^{er} juin 2016 pour un marché alloti comprenant 14 lots :

- 1 – Gros œuvre
- 2- Charpente – couverture zinc – zinguerie – bardage zinc
- 3 – Etanchéité
- 4 – Menuiseries extérieures aluminium - occultations
- 5 – Serrurerie - métallerie
- 6 – Plâtrerie – peinture – faux plafonds - isolation
- 7 – Menuiseries intérieures bois
- 8 – Carrelage – faïences – sols souples
- 9 – Façades avec enduit minéral mince
- 10 – Chauffage – ventilation – climatisation - plomberie
- 11 – Electricité – courants faibles
- 12 – Ascenseur
- 13 – Terrassement – plateformes - réseaux
- 14 – Voiries – aménagements paysagers - clôtures

Considérant la réception des travaux, il est proposé de procéder à la régularisation par avenants des marchés de travaux :

Lot	Montant initial	Avenant	Nouveau marché HT
Lot 3 : Etanchéité Entreprise Etanchéité roannaise	28 500,00 €	- 1 090,60 €	27 409,40 €
Lot 6 : Plâtrerie, peinture, faux plafonds, isolation	235 312,62 €	- 9 229,84 €	226 082,78 €

Entreprise SNB			
Lot 7 : Menuiseries intérieures bois Entreprise RIBEAUD	76 912,48 €	- 319,24€	76 623,24 €
Lot 9 : Façades avec enduit minéral mince Entreprise ALAGOZ	24 000,00 €	- 416,00 €	23 584,00 €
Lot 10 : Chauffage, ventilation, climatisation, plomberie Entreprise RUOL /CROS Thermique	374 398,21 €	+ 5 830,01 €	380 228,22 €
Lot 14 : Voiries, aménagements paysagers, clôtures Entreprise LAQUET/HORTIVAL	252 116,45 €	+ 3 366,93 €	255 483,38 €

Le montant définitif des travaux s'élève à 2 531 020,77 € HT.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver les avenants aux marchés de travaux de construction de la maison de santé tels que proposés ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VII- ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

6. Scot des Rives du Rhône – désignation de représentants

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu les statuts du Scot des Rives du Rhône,

Vu la délibération du 24 juillet 2017 relative à la demande d'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au Scot des Rives du Rhône,

Sous condition de la notification de l'arrêté interpréfectoral en cours de signature et portant extension du périmètre du syndicat mixte des Rives du Rhône à la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire

Le Syndicat Mixte des Rives du Rhône (SMRR) est un Syndicat mixte fermé, créé en Décembre 2001 par arrêté interpréfectoral.

Il a pour vocation et compétence l'élaboration et le suivi du Schéma de cohérence territoriale (Scot) des Rives du Rhône. Il peut également participer à la mise en œuvre de politiques contractuelles de développement et d'aménagement (dans ce cadre il apporte son soutien administratif et technique au GPRP Grand Projet Rhône Alpes Rhône Médian).

Considérant que la demande d'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au Scot des Rives du Rhône a été approuvée,

Considérant que de par cette adhésion, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire bénéficie de sièges afin d'être représentée au sein du conseil syndical,

Considérant la clé de répartition des sièges entre les différentes collectivités (répartition proportionnelle au poids démographique),

Il est proposé de désigner, sous condition de la notification de l'arrêté interpréfectoral en cours de signature et portant extension du périmètre du syndicat mixte des Rives du Rhône à la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire, les 4 représentants titulaires et 4 suppléants suivants :

Titulaires	Suppléants
Claude NICAISE	Philippe MIGNOT
Christian NUCCI	Elisabeth TYRODE
Angéline APPRIEUX	Sylvie DEZARNAUD
Christian FANJAT	Jean Louis DELAY

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Désigner, sous condition de la notification de l'arrêté interpréfectoral en cours de signature et portant extension du périmètre du syndicat mixte des Rives du Rhône à la Communauté de communes du territoire de Beaurepaire, les représentants délégués suivants de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour siéger au conseil syndicat du Scot des Rives du Rhône,

Titulaires	Suppléants
Claude NICAISE	Philippe MIGNOT
Christian NUCCI	Elisabeth TYRODE
Angéline APPRIEUX	Sylvie DEZARNAUD
Christian FANJAT	Jean Louis DELAY

Charger le Président de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

7. Syndicat hydraulique Bièvre Liers Valloire – mise à disposition du personnel

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 22 décembre 2014 relative à la convention définissant les modalités financières d'occupation des locaux de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et les frais de fonctionnement de secrétariat du Syndicat hydraulique BLV,

Considérant la mise à disposition d'un agent pour le secrétariat de VLV à raison de 4h/ semaine.

Considérant les nécessités du syndicat, il est proposé de faire évoluer le nombre d'heure du secrétariat dévolu du Syndicat à raison de 8h/ semaine.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver l'avenant à la convention tel que décrit ci-dessus,

Approuver la mise à disposition d'un agent pour le secrétariat du Syndicat BLV à raison de 8h/ semaine,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier et notamment l'avenant à intervenir

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

8. Tarifs du personnel mis à disposition des communes

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire met à disposition des communes, pour assurer les travaux d'entretien et les remplacements de leurs agents, du personnel technique et administratif. Les communes s'engagent à rembourser les heures effectuées pour leur compte par ces personnels sur la base du coût d'indice majoré correspondant au grade de l'agent plus les charges patronales. Elles s'engagent également à rembourser les frais de déplacement.

A titre indicatif, depuis l'année 2016, les coûts horaires étaient les suivants :

Personnel technique : 15,21 €

Personnel administratif : 17,26 €

Frais de déplacement : tarif en vigueur selon arrêté ministériel

Les volumes horaires en 2017 ont été les suivants :

Personnel technique : 4h

Personnel administratif : 43h

Pour 2018, il est proposé les coûts suivants :

Personnel technique : 19,07 €

Personnel administratif : 18,51 €

Frais de déplacement : tarif en vigueur selon arrêté ministériel

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le principe de remboursement par les communes, des interventions du personnel intercommunal,

Approuver le principe du calcul du taux horaire sur la base de l'indice majoré correspondant au grade du personnel plus les charges patronales,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

9. 505^e régiment du Train de Vienne – demande de subvention

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

L'association 505^e régiment du Train de Vienne est une association qui participe aux cérémonies patriotiques à Vienne et en région Auvergne Rhône Alpes.

L'association doit se mettre en conformité avec la réglementation des cérémonies et le code qui les régit et doit ainsi procéder à la confection d'une reproduction de leur étendard.

Considérant la demande de l'association 505^e régiment du Train de Vienne qui, au vue de cette mise aux normes, sollicite une aide financière de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire afin de pouvoir réaliser ce projet.

Il est proposé de verser une subvention à l'association pour un montant de 100 €.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider le versement d'une subvention de 100 € à l'association du 505^e régiment du Train de Vienne,

CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 26 février 2018/Relevé de conclusions

Dire que les crédits seront inscrits au budget primitif 2018,
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : MAJORITE

VIII- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération du 28 septembre 2015 modifiée relative aux délégations de pouvoir données au Président par le Conseil communautaire,

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget
- Concernant l'exercice au nom de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire des actions en justice ou la défense dans les actions intentées à son encontre
- Décider de la conclusion de convention de gestion sans incidence financière pour le budget intercommunal

Présentation des décisions passées en janvier 2018 :

Date	Objet	Montant HT
2 janvier	DECI 001 Maison de santé pluri professionnelle – analyse fiscale TVA	5 390,00 € Société Stratorial
4 janvier	DECI 002 Requalification de la friche Pichon – branchement chantier	2 462,08 € Société HTI Grenot
19 janvier	DECI 003 Remplacement d'un poteau incendie sur la commune de Revel Tourdan	2 350,00 € Société Marchand SAS
29 janvier	DECI 004 Bail professionnel Maison de santé pluri professionnelle	41,67 € HT / mois (1/2 journée / 15 jours) Mr PICQ endocrinologue
30 janvier	DECI 005 Remise en état du pont du Mollard à Pisieu et de son parapet	5 600,00 € Société Marchand SAS

Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :
Prendre acte des présentes décisions

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

IX- QUESTIONS DIVERSES

